Cameroun

En 2012, le Cameroun a fait des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a ratifié le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et le Ministère des Affaires Sociales a mis à jour le manuel de procédure pour l'adoption d'enfants afin de réduire le risque de trafic d'enfants en vue d'adoption. Toutefois, il n'a pas encore approuvé son Plan d'action national de lutte contre le travail et la traite des enfants. De plus, des vides juridiques demeurent dans son cadre législatif, laissant les enfants dénués de protection contre les pires formes de travail. Qui plus est, les programmes sociaux sont restreints et ne couvrent pas tous les secteurs dans lesquels les enfants travaillent. Des enfants continuent à être exposés aux pires formes de travail des enfants, y compris dans des activités agricoles dangereuses.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes permettraient de progresser sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants au Cameroun :

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Lois et règlements	Conférer une protection juridique aux enfants qui travaillent dans des activités non contractuelles et non industrielles.	2009, 2010, 2011, 2012
	Interdire aux jeunes de moins de 18 ans d'entreprendre certaines activités dangereuses, telles que travailler sous l'eau et à des hauteurs dangereuses, et promulguer des lois interdisant l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants aux fins d'activités illicites.	2009, 2010, 2011, 2012
	Développer un mécanisme pour protéger les enfants travaillant dans des entreprises non déclarées, notamment dans l'agriculture.	2011, 2012
	Porter à 14 ans l'âge de fin de la scolarité obligatoire pour le faire coïncider avec l'âge minimum d'admission au travail.	2009, 2010, 2011, 2012
	Veiller à ce que les frais de scolarité supplémentaires et le coût des manuels et des uniformes ne représentent pas un obstacle à l'accès des enfants à l'éducation.	2011, 2012
Coordination et mise en application	Veiller à ce que le Comité consultatif de mise en œuvre du projet WACAP de l'OIT-IPEC se réunisse régulièrement afin de coordonner les initiatives de lutte contre le travail des enfants.	2009, 2010, 2011, 2012
	Veiller à ce que le nombre d'inspecteurs du travail soit suffisant compte tenu de l'ampleur et de la prévalence du	2009, 2010, 2011, 2012

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Coordination et mise en application	travail des enfants au Cameroun et affecter davantage de moyens en véhicules et en carburant au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.	2009, 2010, 2011, 2012
	Réunir et mettre à la disposition du grand public les informations relatives aux enquêtes et à l'application des lois sur le travail des enfants.	2009, 2010, 2011, 2012
Politiques	Adopter officiellement le Plan d'action national de lutte contre le travail et la traite des enfants et s'assurer qu'il porte sur toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants, notamment dans l'agriculture, le travail domestique et l'extraction minière.	2010, 2011, 2012
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les politiques existantes sur la lutte contre le travail des enfants, notamment le document cadre de politique nationale de Développement intégral du jeune enfant et le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).	2010, 2011, 2012
	Intégrer au DSRP des plans d'action détaillés, avec leur budget, ayant trait aux pires formes de travail des enfants.	2011, 2012
	Inclure un calendrier détaillé dans la stratégie de mise en œuvre du plan d'action de lutte contre la traite des personnes.	2010, 2011, 2012
Programmes sociaux	Développer des programmes de protection sociale en faveur des enfants employés dans les pires formes de travail dans des secteurs tels que l'agriculture et le travail domestique, et amplifier les programmes existants.	2009, 2010, 2011, 2012
	Assurer l'enregistrement à l'état civil de tous les enfants à leur naissance.	2011, 2012